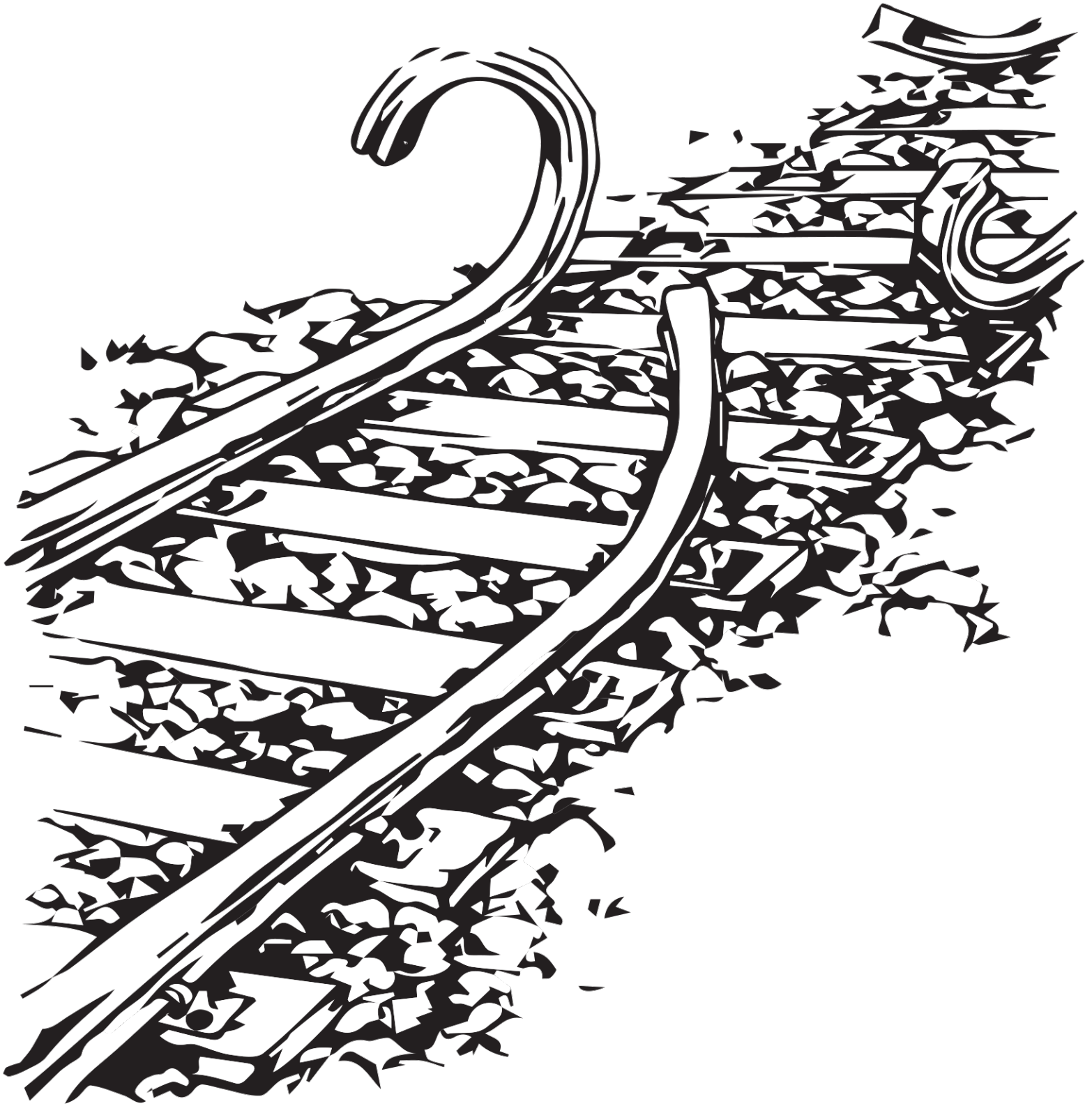
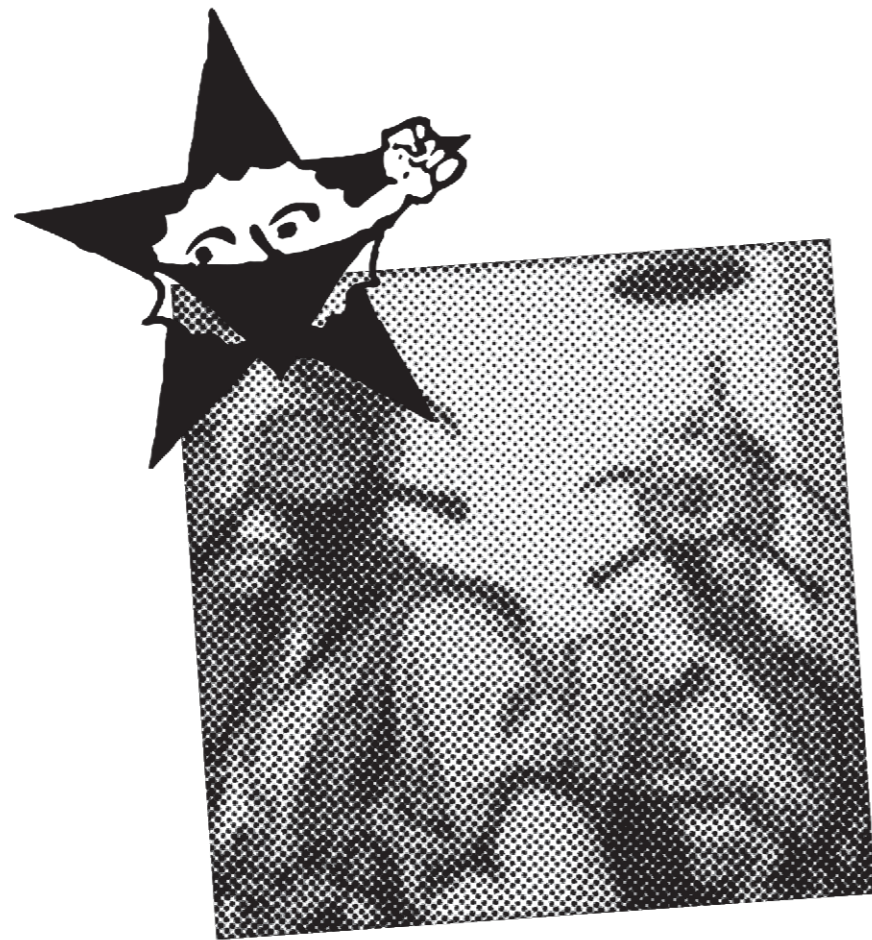


BOUM BOUM BOUM BOUM BOUM

Bulletin Antinucléaire D'Anarchistes BOUM



À venir : manif à Rouen le 12 octobre 2024!



Sommaire

- 5 Édito*
- 6 Récit de la manifestation antinucléaire du samedi 23 mars 2024 à Caen*
- 8 Dans le piémont : bagarres contre le centre de stockage des déchets nucléaires italiens*
- 10 Le nucléaire produit des modes de vie dépendants*
- 13 Et le nucléaire dans tout ça ?*
- 15 La nucléarisation est une expérience à ciel ouvert dont nous sommes les souris de laboratoire*
- 18 Etrange fascination pour les milieux extrêmes*
- 20 La militarisation du nucléaire civil !*
- 21 De la propagande en société nucléaire...*
- 26 Le coin des lecteurs et lectrices*
- 29 Fragments de révolte contre l'ordre atomique*



Détail du nuage atomique au dessus de Nagasaki, Japon, 9 août 1945, Charles Levy.

Édito

Ceci est un bulletin anarchiste contre le nucléaire. Ce bulletin est tiré pour la première fois en mars 2024, dans un contexte de développement accru de l'industrie nucléaire dans le monde, et, avouons-le, dans une ambiance morose d'affaiblissement des luttes et de la critique anti-nucléaire. De fait, une partie du mouvement s'est davantage repliée sur des logiques cogestionnaires de l'existant et sur la recherche d'alternatives.

Si nous avons voulu nous lancer dans la création d'un pareil papier, c'est parce que nous sommes un certain nombre à ne pas nous résoudre à accepter cette situation. A ne pas vouloir vivre sous le joug d'un autoritarisme industriel dévastateur. C'est par l'action directe (sous toutes ses formes), que nous envisageons d'en finir avec lui. Sans forcément grand espoir mais avec détermination.

L'idée pour ce bulletin est d'y faire vivre une critique anti-autoritaire, anarchiste, de la société nucléaire, et de causer des résistances que rencontre cette dernière. Et s'il nous paraît essentiel de lutter en ce sens, c'est notamment parce que le nucléaire constitue, du moins en France, un pilier majeur de l'Etat et du capital, des structures sociales que nous voulons abattre. Parce que la société telle qu'elle est nous est insupportable, parce qu'en finir avec la société capitaliste et industrielle est impossible tant qu'existe le nucléaire, nous choisissons, comme d'autres avant nous, d'attaquer cette industrie stratégique.

On compte causer ici des luttes contre les nouveaux EPR, la poubelle CIGEO à Bure, la recherche nucléaire... Sans perdre de vue qu'avant tout, l'industrie du nucléaire, ça dévaste ! Elle est fondamentalement militaire, au service d'Etats qui n'existent que pour étendre leur domination sur d'autres États et contre les populations en général par des moyens de dévaster toujours plus puissants. Au Japon, en Polynésie, en Algérie... la bombe, ça fait Badaboum! et dans la seconde comme des années après le choc, des centaines de milliers de mort-es. Et si ces exemples appartiennent au passé - bien que les cancers et les traumatismes soit bel et bien de l'ordre du présent - rien n'indique que les puissances armées aient renoncé à utiliser leur arme de destruction suprême dans le futur, d'autant plus dans un contexte mondial de militarisation et de bellicisme.

Il y a ces explosions volontaires, et puis d'autres, qui n'avaient pas été préparées par un état major. Celles qui provoquent l'empoisonnement d'une population qu'il faudra désinformer, celles qui appellent au sacrifice de travailleurs "héroïques", celles que l'industrie devra dissimuler ou minimiser ; ils les appellent "accidents" parce que c'était impossible, et pourtant, c'est arrivé. Près de chez vous, peut-être pas encore... mais de Flamanville au Tricastin, on sait qu'un jour, ça peut faire Badaboum!

Le caractère "civil", et l'argument dissuasif, de l'énergie atomique pousse à l'acceptation du quotidien qui l'accompagne malgré ses conséquences désastreuses. L'énergie nucléaire ça pacifie ! Ça nous impose, à l'instar de toute autre production énergétique, un ordre capitaliste basé sur l'atomisation des relations sociales, la mécanisation (numérique) de la vie quotidienne et le contrôle social: un ordre autoritaire qui nous dicte l'obéissance. Mais d'une manière plus pernicieuse encore que les autres énergies, l'industrie nucléaire crée des infrastructures industrielles et des déchets toxiques pour des milliards d'années. Par des termes et des sigles en tous genres qui sont faits pour être difficiles à comprendre et à retenir, la logique des experts, tout droits sortis des écoles d'élite comme le Corps des Mines de l'école Polytechnique, tente de nous faire croire qu'elle est indispensable. Par le secret ou par l'enfumage, la "résilience" qu'on nous impose avec l'industrie nucléaire, c'est l'obligation d'obéir à l'autoritarisme de l'État et des industries pour toute notre vie et bien plus encore.

Alors sera-t-on fatalement supprimé-es par une catastrophe nucléaire, militaire ou industrielle ? Nous pensons que non. Car Badaboum! c'est aussi le bruit que fait le pylône THT qui chute, le blindé de la gendarmerie qui tombe dans le ravin, l'explosion sociale qui survient quand on ne l'attend plus. C'est un grondement contre cette société capitaliste nucléarisée qu'il ne tient qu'à nous de mettre en péril, sans perdre de vue nos exigences anarchistes et nos principes libertaires.

Voilà donc un peu de lecture, en espérant pouvoir correspondre avec des lecteur·ice·s complices, lire vos contributions et créer des liaisons pour approfondir la critique et mettre en lumière les luttes contre le nucléaire et le monde qui va avec !

Récit de la manifestation antinucléaire du samedi 23 mars 2024 à Caen

Depuis trognon.info

Le samedi 23 mars avait lieu à Caen une manifestation régionale, organisée par la Coordination Antinucléaire du nord ouest, contre le lancement de l'EPR de Flamanville et contre la relance du nucléaire. Cette manifestation a réuni un petit millier de personnes venues de différentes régions en cars ou par d'autres moyens (Lannion, Nantes, Angers, Cherbourg, Rouen, Paris, la Somme...). Dans cette manif, nous avons participé à un cortège autonome contre le nucléaire et son monde. Voilà un récit subjectif de la journée.

Dès 13 heures, il y a du monde devant le siège de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), dans le quartier de la Pierre Heuzé de Caen. L'ASN doit autoriser l'allumage de l'EPR de Flamanville prochainement, en sa qualité de « gendarme du nucléaire » (ou de caution symbolique), le tout dans un contexte de fusion avec l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN). Cinq bus sont arrivés depuis d'autres villes, et c'est l'heure du pique-nique. On trouve aussi une table-infokiosk antinucléaire anarchiste, où est notamment proposé à prix libre le bulletin antinucléaire anarchiste d'une quarantaine de pages, intitulé Badaboum, publié pour l'occasion ; ainsi qu'une brochure antinucléaire anarchiste datée de mars récapitulant le contexte d'accélération de relance du nucléaire ces derniers mois (propagande, taxonomie, débat publique, actualités à Bure et la Hague...). Quelques-un-es tractent pour inviter à une assemblée antinucléaire dans un squat après la manifestation, tandis que les prises de paroles s'enchaînent au micro, entre deux averses : ça dure un moment car de nombreuses organisations sont présentes, avec drapeaux et parfois écharpes d'élu-es (EELV, LFI, Greenpeace, NPA, Nucléaire en question, Arrêt Du Nucléaire, Sortir Du Nucléaire, CRILAN, Bure STOP, CEDRA52, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire...).

Vers 14h30, le cortège se met doucement en route. Très doucement car c'est le temps des photos, de la com' et des belles images. Les politicien-nes donnent des interviews

et leur cour hisse les drapeaux, les élections européennes approchent.

Parmi les banderoles, on note celle de Greenpeace : « Nucléaire trop lent : le climat n'attend pas », qui fait écho au discours tenu jeudi 21 mars par Greenpeace à Bruxelles lors du sommet de l'AIEA : « On manifeste parce que la construction d'une centrale nucléaire prend entre 10 et 15 ans et que le climat ne peut pas attendre si longtemps » qui donne l'impression que si les nouvelles centrales étaient déjà construites, le problème climatique serait résolu, et qui dénote un positionnement anti-nucléaire ambigu qu'on ne partage absolument pas.

Au milieu du spectacle, une petite vingtaine de personnes a répondu à l'appel pour un cortège autonome dans la manifestation et se rassemble autour d'une banderole « Contre le nucléaire, riposte anti-autoritaire » : nous en faisons partie.

La manifestation quitte l'ASN et entame le parcours déclaré en préfecture, très silencieusement. La promenade de santé est quand même rapidement animée par quelques slogans lancés depuis le cortège autonome :

« On veut pas du nucléaire, on veut pas des éoliennes, on veut la fin d'la société industrielle »

« Nucléocrate, sers-toi, sers-toi, sers-toi de ta cravate »

« Société nucléaire, société policière, à bas la hiérarchie et tous les cogestionnaires »

« L'écologie n'est pas une idée sage, grève, blocage et sabotage »

« Le nucléaire crée des emplois dans les cimetières et les commissariats »

« À bas l'État, les flics et le nucléaire »

« ANDRA dégage, résistance et sabotage » (ensuite

repris par « RTE dégage, résistance et sabotage » ; puis

« Orano ... », « EDF ... »)

« Enterrez les RG, pas les déchets nucléaires » (On t'a reconnu !)

« De Bure à La Hague empêchons le stockage des déchets nucléaires par le blocage le sabotage »

« Les champignons qu'on aime ne sont pas atomiques

L'a-tome qu'on aime n'est pas un produit chimique »

« Plus chauds, plus chauds, plus chauds que CIGEO »

La présence policière est limitée à quelques motos qui font la circulation et quatre fourgons en renfort de la police nationale plus loin.

Le peu de monde qui a choisi de défiler en k-way et sous des parapluies a fait le bon choix car la manif est généreusement arrosée par le ciel. Le temps désagréable, notre faible nombre et l'ennui provoqué par cette ballade bien peu conflictuelle conduit à la dispersion du cortège autonome une fois la manif arrivée au château de Caen, où des prises de parole ont de nouveau lieu sous une pluie battante. La manifestation se terminera en centre-ville un peu plus tard, où pourra être entendu un concert de fin du parcours.

Si nous étions peu nombreux·ses à affirmer une présence anti-autoritaire et autonome dans la manif, il nous paraît tout de même

important d'avoir assuré cette présence, et d'avoir proposé un espace pour celles et ceux qui se reconnaissent dans une opposition radicale à la société nucléaire. C'est en ce sens que nous avons crié des slogans contre le nucléaire mais pas que : contre la société industrielle dans son ensemble, contre l'État et sa police, contre la hiérarchie et la cogestion, contre une écologie qui n'est pas anticapitaliste. C'est aussi en ce sens que nous souhaitons un espace où des pratiques d'anonymisation sont possibles et favorisées.

Après la manifestation, une assemblée antinucléaire a eu lieu au squat de la pouponnière, près de la gare, squat habité par des personnes exilées depuis novembre 2022.

On y cause de la manifestation qui vient d'avoir lieu, et des perspectives de luttes : le week end contre les piscines nucléaires EDF les 13-14 avril à Cherbourg et Vauville et la semaine antinucléaire à Bure du 17 au 23 avril, et de la manifestation antinucléaire à Cattenom le 27 avril prochain.

On discute aussi du projet de ligne THT entre Penly et Amiens, de l'enquête parcellaire en Meuse et des menaces d'expropriations dans le cadre de CIGEO, de la mobilisation antinucléaire à Bruxelles du 21 mars à l'occasion du sommet européen sur l'énergie nucléaire, et de la lutte contre les projets d'EPR en France. Des participant·es au cortège autonome du 23 mars.



Dans le piémont : bagarres contre le centre de stockage des déchets nucléaires italiens

depuis bureburebure.info

Il n'y a pas qu'à Bure qu'une lutte contre l'implantation d'une méga-poubelle nucléaire est engagée. En Italie aussi, depuis des années, il y a du monde qui se bagarre pour empêcher la création d'un site national de stockage des déchets nucléaires. Le projet se précise, et c'est maintenant dans le Piémont que la mobilisation se concentre. Le 6 avril 2024, une manifestation a réuni plus de 2000 personnes à Alessandria.

Depuis 1987 et un référendum post-Tchernobyl en Italie, le pays ne possède plus de centrales nucléaires en activité. A l'époque, les centrales de Caorso, Trino Vercellese et Latina sont arrêtées. Dès 1982, c'est l'usine sur le fleuve Garigliano dans la région de Caserta qui avait été fermée. Des victoires pour les antinucléaires, mais cela ne signifie pas pour autant la fin du nucléaire italien, loin de là ! Outre les exportations de savoirs-faire, matières et autres ingénieurs nucléaires italiens dans d'autres pays (comme l'Albanie, la Roumanie, la Croatie), et outre les activités néo-coloniales de l'industrie nucléaire et minière italienne un peu partout sur le globe, la glorieuse histoire de l'atome se poursuit aussi de l'autre côté des Alpes à cause des inévitables déchets radioactifs. Car même avec un temps d'exploitation des centrales d'Italie relativement faible (de 1965 à 1987), la quantité de déchets liée à la construction, la production et le démantèlement est énorme. Actuellement, 80 % des déchets nucléaires italiens sont entreposés dans la région du Piémont, à Trino et Salugia (dans la province de Verceil). La région avait été choisie très tôt pour ses nombreux cours d'eau, bien pratiques au refroidissement des centrales. Ces centrales sont devenues centres temporaires de stockage. Pourtant aujourd'hui, la région est régulièrement confrontée à des inondations importantes... quand on pense à ce qui s'est passé à la centrale du Blayais en décembre 99, on se dit que décidément les nucléocrates ont mauvaise mémoire. Ou mauvaise foi peut-être davantage. Enfin la foi, il y en a un qui l'a, c'est le maire de Trino, Daniele Pane. La foi dans

l'atome, puisqu'il voudrait faire de sa commune l'unique site de stockage des déchets nucléaires italiens ! Son idée : utiliser le site d'une seconde centrale à Trino qui n'a jamais démarré pour construire un espace de stockage définitif, comme le réclament des instances européennes soucieuses d'enterrer définitivement tous les déchets et les tracasseries qui vont avec. Alors il faut un dépôt, et vite !

Mais ce n'est pas si évident que ça, et l'État italien doit éviter de reproduire l'échec de 2003, lorsque sa décision d'implanter un dépôt pour toutes les catégories de déchets radioactifs dans la ville de Scanzano Jonico ne passe pas, mais alors pas du tout : la révolte de la population oblige le gouvernement à abandonner rapidement le projet. Le 13 novembre 2003, au lendemain d'une grave attaque contre l'armée italienne en Irak qui défraye la chronique, le gouvernement fait passer en douce un décret législatif pour le chantier d'un dôme de sel de 900 mètres de profondeur censé accueillir tous les déchets nucléaires italiens. Les risques sismiques et d'inondations, ainsi que la méthode de bourrin employée par le gouvernement – qui n'a consulté ni la région de Basilicate, ni la population – fait rapidement réagir. Les agriculteur-ices sont inquiet-es pour leurs cultures. La proximité de la mer Ionienne fait aussi craindre une contamination de l'écosystème marin, un scandale pour les écologistes, et un risque de manque à gagner pour les entrepreneurs du tourisme. Tout ce petit monde se mobilise donc massivement, 24h/24 : manifestation quasi permanente dans Basilicate, blocages routiers et ferroviaires, grèves de la faim, grèves des commerçant-es... La mobilisation est soutenue par le gouvernement régional qui se déclare par décret « zone dénucléarisée » le 19 novembre. Une semaine plus tard, le gouvernement annonce l'abandon du projet.

Depuis, la question demeure : où sera implanté la grande poubelle ? Le dépôt, s'il est construit, accueillera 78 000 mètres cubes de déchets de « faible » intensité (provenant d'hôpitaux et

d'industries) et 17 000 mètres cubes de déchets de « haute » intensité (issus des centrales nucléaires italiennes arrêtées) qui mettent des centaines de milliers d'années à perdre en dangerosité. Les travaux devraient durer 4 ans, pour un coût (initial) de 900 millions d'euros. La Sogin, l'équivalent de l'ANDRA en Italie, a d'abord proposé 67 zones potentielles qui pourraient l'abriter, et après écrémage, 51 sites sont de nouveau retenus, dont 5 dans la province d'Alessandria (dans le Piémont). Là-bas, la contestation s'organise.

Le 6 avril dernier, une manifestation contre le « *Dépôt National Unique* » a eu lieu à Alessandria, ville située entre Milan et Turin, dans le Piémont. Environ 2000 personnes ont participé à la manifestation, une marche emmenée par les élu-es (plus de 110 maires présent-es), mais aussi composée de groupes locaux sans liens avec des partis politiques ou autres structures autoritaires. D'ailleurs, d'après un récit de cette manifestation écrit par des anarchistes d'Italie*, celle-ci a été traversée d'une tension palpable entre anti-nucléaires convaincu-es et personnes qui, tout en s'opposant au centre de stockage dans la région, ne sont pas nécessairement opposées à une relance de l'industrie nucléaire en Italie (un doux refrain qui fait son retour progressif, surtout depuis l'arrivée au pouvoir d'une clique d'extrême-droite). Un clivage qui est apparu dès les assemblées publiques préalables à la manifestation. Pour sûr, la lutte contre le dépôt national unique va continuer, sous diverses formes, et on l'espère, dans une perspective radicalement anti-nucléaire. Affaire à suivre...

Pour aller plus loin sur le nucléaire italien :

*<https://umanitanova.org/alessandria-report-manifestazione-contro-il-deposito-nucleare-nazionale/>

Une brochure : « *Entre mafia et colonialisme : le fardeau du nucléaire italien* »

Recueil de textes sur les déchets nucléaires en Italie, initialement publié dans le numéro 291 de la revue antinucléaire allemande *Anti Atom Aktuell* (février 2021).

Un média autonome : radioblackout.org

Le nucléaire produit des modes de vie dépendants

Le nucléaire ne se contente pas d'être dangereux pour l'environnement et pour la santé par le risque d'accident avéré (tel qu'en 1957 à Kychtym et Windscale, en 1979 à Three Miles Island, en 1986 à Tchernobyl, en 2011 à Fukushima), ou par son fonctionnement « normal » (production de déchets impossibles à gérer, rejets de radioactivité dans l'eau et dans l'air, extraction minière, transport du minerai, des combustibles et des déchets), mais aussi par les modes de vie qu'il contribue à instituer : des modes de vie générateurs de pollution, largement dépendants du système industriel, de la voiture (demain électrique, c'est-à-dire « nucléaire »), avec énormément d'objets technologiques consommateurs de ressources et d'énergie gravitant autour de l'individu (d'autant plus avec le déploiement de la 5G).

À la contamination environnementale et sanitaire de l'industrie nucléaire s'ajoute une sorte de « contamination sociale », instituant des modes de vie et créant des formes de dépendance – en premier lieu à l'égard de l'emploi, mais aussi de l'abondance croissante de marchandises et de gadgets technologiques, d'infrastructures techniques particulières (comme le TGV). Tout cela produit des usages homogènes. La télévision, l'ordinateur, ont tendance par exemple à fixer les personnes dans leur logement. Le développement de téléphone portable et des tablettes va au contraire déplacer les usages de la sphère privée à l'extérieur en les laissant scotchés sur des écrans, participant à l'indifférence généralisée et à l'isolement. Le nucléaire produit aussi des manières d'être.

L'industrie nucléaire est un déterminant agissant au niveau des modes de vie. Ce sont les parents qui travaillent dans l'industrie nucléaire, les loisirs et les travaux d'embellissement des villes qui dépendent des financements de cette même industrie, les aménagements routiers qui permettent les migrations quotidiennes des travailleurs vers les sites atomiques ou les transports de déchets, ainsi que les nouveaux équipements électriques dans la sphère domestique qui sont alimentés par l'atome. Il ne faut jamais oublier qu'à l'autre bout de son écran se trouve une centrale nucléaire, via des tas d'infrastructures colossales (câbles

sous-marins et pylônes THT, transformateurs électriques, etc.).

La nucléarisation va s'articuler avec la modernisation, c'est-à-dire la course à la croissance et à l'armement, la société de consommation en plein essor. La vie quotidienne se transforme peu à peu. Là où s'installe l'atome, la culture populaire rurale cède face à la société de consommation et aux aspirations au confort. L'industrie nucléaire est à la fois la rampe de lancement et l'accélérateur de ces changements. Les intérieurs se modernisent et se remplissent, pendant que les cheminées des usines et les grandes routes chargées d'y convoyer la main-d'œuvre, le combustible et les déchets se construisent à l'extérieur. L'espace est aménagé en fonction des besoins de l'industrie, tandis que les objets de confort sont acquis par les habitants et habitantes. Il s'agit pour les nucléocrates de présenter leur industrie comme le seul moyen de garantir le confort moderne.

Il n'y a pourtant pas de corrélation nécessaire entre la modernisation des modes de vie et le nucléaire. L'affirmation de ce lien est d'abord un outil de propagande. L'industrie nucléaire va toutefois faire en sorte que cette modernisation devienne de plus en plus une réalité, par exemple en poussant dans les années 1980 à privilégier les chauffages électriques dans les logements sociaux, ou en lançant les projets de Train à Grande Vitesse. La dépendance est organisée : beaucoup plus difficile d'échapper au capitalisme et à la société industrielle quand on dépend du chauffage électrique, et donc d'infrastructures industrielles complexes, que quand on a un poêle à bois. Les modes de vie actuels ont d'ailleurs comme condition caractéristique leur dépendance à l'égard de « macro-systèmes techniques » : dans ses conditions comme dans ses contenus, la vie quotidienne est de plus en plus produite par des appareils technocratiques, en particulier l'industrie nucléaire. La dépendance entretenue à l'égard de cette industrie, qui est un obstacle à son arrêt, est ainsi tout autant économique (par les impôts récoltés par les collectivités territoriales et par les emplois directs et indirects) que liée à l'institution d'usages et de pratiques dans la vie ordinaire. Les 27 réacteurs

à l'arrêt en France en 2022 – sur 56 – ont toutefois mis en évidence la fragilité de cette production d'électricité, faisant craindre le recours à des coupures de courant. L'électricité en France est en effet d'origine nucléaire pour environ 67 %, selon une évaluation du Réseau de transport d'électricité (RTE) en 2020.

La dépendance est organisée par l'industrie nucléaire, qui sous-entend une société servile, entièrement administrée et perfusée à la fée électricité. Et c'est de plus en plus le cas avec l'explosion du numérique. Ainsi, la part du numérique dans la consommation mondiale d'électricité est estimée à 50 % pour 2030, soit la quantité équivalente à ce que l'humanité consommait en 2008. Cette croissance du numérique est principalement due au rythme de renouvellement des smartphones, au développement des objets connectés, à la numérisation des industries et à l'explosion du trafic de données, ce dernier croissant selon l'un des leaders du numérique, Cisco Systems, de 25 % par an. Ces données sont certes provisoires, mais explicitent une tendance. La multiplication des objets électriques gravitant autour des individus, depuis la trottinette électrique jusqu'à la perceuse électrique, en passant par l'écran plat, approfondit la demande en électricité – et donc la dépendance à l'industrie nucléaire et à la société industrielle en général.

Si le développement du nucléaire dans les années 1980 a été appuyé par le chauffage électrique, la conversion d'une partie non négligeable du parc automobile en électrique pourrait suffire à lui seul à justifier la perpétuation du nucléaire. Cette conversion est d'ailleurs organisée par l'État – propriétaire de l'industrie stratégique qu'est le nucléaire – en subventionnant l'installation de bornes de rechargement et en mettant en place un système de primes pour les particuliers en faveur de l'électrique. Cette croissance du besoin d'électricité favorise le maintien, voire le développement, de l'industrie nucléaire.

Un nouveau discours de légitimation est en outre apparu ces dernières années. L'industrie nucléaire argumente sur le nécessaire développement des populations pauvres ou le maintien du confort moderne dans les pays les plus riches. Pourtant, la production d'énergie

alimente un système économique générateur d'inégalités et de misère. Mais il s'agit bien de communication, afin de légitimer l'utilisation de l'atome (et le productivisme au passage).

Toutefois, il est de moins en moins question de lendemains qui chantent grâce au développement économique et aux nouvelles inventions, mais au mieux de se maintenir sur la voie de la croissance pour conserver les mêmes modes de vie, ou pis, par nécessité pour se sauver face à la catastrophe. C'est ainsi que le feu atomique est présenté comme la solution au réchauffement climatique. C'est le cas notamment par le polytechnicien médiatique Jean-Marc Jancovici, mais cette idée est aussi reprise chez plusieurs candidats aux élections présidentielles en France de 2022, comme Emmanuel Macron, Éric Zemmour, Valérie Pécresse, Marine Le Pen ou Fabien Roussel.

Les mouvements « écolo », s'ils sont un tant soit peu sérieux et conséquent, ne peuvent pas passer à côté du nucléaire, d'autant que cette industrie est de plus en plus présentée comme une des solutions au réchauffement climatique. Par la manière dont elle institue des modes de vie où la technologie et l'électricité sont centrales et en développement constant, avec aussi ses ramifications militaires et géopolitiques, elle est pourtant un obstacle à tout changement structurel.

Les mouvements révolutionnaires, quant à eux, ne peuvent pas laisser de côté la question du nucléaire : cette industrie est un accélérateur de toutes les pires logiques de l'ordre existant. Aucune révolution n'est possible sans en finir avec le nucléaire. Pas de société moins autoritaire et moins militarisée sans en finir avec le nucléaire ; pas de sortie du capitalisme sans sortir du nucléaire. Ce n'est pas plus compliqué que ça : le nucléaire cumule tout ce qu'il y a de pire dans le système capitaliste et industriel et son existence même empêche de fait toute possibilité de changement de société. Dès lors, se pose la question de la sortie du nucléaire. Il existe maints scénarios de sortie, certains en s'appuyant sur le fioul et le charbon, d'autres moins émetteurs de CO2 en accélérant la production d'énergie renouvelable, d'abord portés par des organisations antinucléaires (telle l'association Réseau sortir du nucléaire), puis par des organismes comme l'Agence de

l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, renommée Agence de la transition écologique (Ademe) ou des industriels comme RTE.

Mais tous ces scénarios sont des foutaises et manquent l'essentiel : la sortie du nucléaire n'est pas seulement une question technique et passe par un changement de trajectoire de nos sociétés, par ailleurs nécessaire pour faire face au réchauffement climatique et ses conséquences. Or, on ne peut pas changer de société en gardant la technique qui structure cette société. Ne pas s'attaquer à la question des modes de production, des techniques existantes et de ce qu'elles impliquent comme usage, et surtout de ce que contient comme imaginaire le solutionnisme technologique nous verrouillant à l'existant, c'est se condamner à l'échec.

Les scénarios de sortie en 20 ans, 30 ans, 40 ans, etc., ne font qu'éterniser le désastre. Et de toute façon, les énergies dites renouvelables, outre d'entretenir la même société capitaliste quand elles sont fabriquées de manière industrielle, ne se sont jamais substituées aux énergies carbonées et nucléaires. Au contraire, elles s'ajoutent et viennent seulement absorber en partie la croissance frénétique d'énergie.

On pourrait tout autant inverser la proposition : on ne change pas une technique au cœur du fonctionnement d'une société sans changer cette société dans son ensemble ; on ne sort pas du nucléaire sans en finir avec une société basée sur le principe d'autorité, la course au profit, le pillage des ressources aux quatre coins de la planète et la puissance de la bombe atomique. Sortir du nucléaire – tout autant que résoudre les questions des ravages industriels et du réchauffement climatique – est davantage une question sociale qu'une question technique. Elle n'aura pas lieu sans forces sociales pour l'imposer et transformer en même temps les modes de vie. Elle n'aura pas lieu sans révolution.

Dimitri Castin

Bienvenue
dans l'immense
d'après

Et le nucléaire dans tout ça ?

mai 2024

L'expérience ordinaire rappelle tous les jours la dégradation générale des possibilités de vie sur Terre. Dans quelques dizaines d'années, le sol, l'eau et l'air seront encore plus empoisonnés, une partie des terres immergées et une quantité énorme d'espèces ne seront plus que des souvenirs. La sécheresse est d'ores et déjà une réalité palpable, même dans les régions tempérées. Le désastre est devenu notre lot quotidien. Et dans cette affaire, il n'y a rien à attendre des gouvernements pour améliorer les choses et changer de cap, et pour cause : ils font partie du problème.

C'est avec effroi que nous constatons que le feu atomique est présenté comme la solution au réchauffement climatique. Et ce tour de force des plus cyniques semble fonctionner chez une partie importante des marcheurs et marcheuses pour le climat qui relaient, sans mentionner ses complicités avec l'industrie nucléaire, le discours de Jean-Marc Jancovici.

Pourtant, les mouvements « écolo », s'ils sont un tant soit peu sérieux et conséquents, ne peuvent pas passer à côté de la critique du nucléaire. Les catastrophes de Three Miles Island, Tchernobyl, Fukushima ont montré les dangers sanitaires et environnementaux de cette industrie – sans oublier Hiroshima et Nagasaki, car le nucléaire est toujours civil et militaire. D'ailleurs, alors que les gouvernements essayaient jusqu'à présent de cacher le fait que l'objectif de développer l'industrie nucléaire soit d'abord de s'assurer la possibilité de faire la bombe atomique, ils ne s'en cachent même plus aujourd'hui. C'est ainsi que Macron a annoncé publiquement que l'armée allait utiliser la centrale nucléaire de Civaux pour produire du tritium pour la bombe atomique. Le but est de nous habituer à une ambiance belliqueuse et patriotarde.

Ce n'est pas seulement pour ses effets sanitaires et environnementaux (en fonctionnement normal et lors des inévitables catastrophes) que le nucléaire est un désastre. Par la manière dont cette industrie institue des modes de vie, où la technologie et l'électricité sont essentielles et en développement constant, elle est un

obstacle à un changement de société pourtant indispensable. Pas de société moins autoritaire, moins militarisée et moins polluante sans en finir avec le nucléaire.

En effet, l'industrie nucléaire produit des usages, fabrique des modes de vie générateurs de pollution, largement dépendants du système industriel, de la voiture (demain électrique, c'est-à-dire nucléaire), avec énormément de gadgets technologiques consom-mateurs de ressources et d'énergie gravitant autour de l'individu. Il ne faut jamais oublier qu'à l'autre bout de son écran se trouve une centrale nucléaire, via des tas d'infra-structures colossales (câbles sous-marins et pylônes THT, transfor-mateurs électriques, etc.). Le monde nucléarisé est un monde de la démesure, de l'abondance croissante de marchandises, de l'extraction minière, de logiques néocoloniales, de recherche perpétuelle de puissance, d'infrastructures énergi-vores (comme le TGV).

Ce n'est pas pour rien que la lutte nécessaire contre le réchauffement climatique est saisie opportunément par les gouvernements et les industriels pour promouvoir l'industrie nucléaire. Dès le départ, les « lanceurs d'alerte » institutionnels étaient perfusés à l'idéologie technoscientifique et nucléariste. C'est ainsi que les technocrates du Club de Rome ont alerté en 1972 sur les dangers de la croissance perpétuelle tout en louant la science toute-puissante et le progrès technique.

Quant au GIEC – le Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat – on oublie que s'il ne parle jamais des pollutions liées à la radioactivité, mais seulement des gaz à effet de serre, c'est parce qu'il s'agit d'une instance sous contrôle politique. Chaque ligne de chaque rapport reçoit l'aval des gouvernements financeurs, qui sont les mêmes qui développent le plus la société industrielle, dont l'industrie nucléaire. L'un des appuis des premiers jours du GIEC a ainsi été Margaret Thatcher, ancienne Première Ministre britannique, qui cherchait alors à développer un groupe de pression pour légitimer le développement du secteur nucléaire et contrer la puissance des syndicats des mineurs

de charbon qu'elle était en train de broyer. Il faut dire que l'instrumentalisation était aisée : le GIEC dépend de l'Organisation des Nations Unies et de ses principaux Etats, qui sont tous nucléaristes. En outre, l'ONU a toujours été pronucléaire. Ce n'est donc pas pour rien que le premier président du GIEC, Bert Bolin, a fini comme artisan du développement du secteur nucléaire suédois. Encore au-jourd'hui, de nombreux experts sont partisan-es du nucléaire. Pour la France, c'est le cas de ceux qui travaillent ou ont travaillé pour le CEA, ou avec lui (Jean Jouzel, Véronique Masson-Delmotte, Hervé Le Treut, Françoise Vimeux), ou encore Pierre-Noël Giraud, membre du conseil d'administration d'Areva NC. Jean-Marc Jancovici fait également partie du GIEC.

Fort de ce nouveau mensonge pour légitimer l'industrie nucléaire, gouvernements et industriels ont annoncé l'intensification de cette industrie, avec 6 puis 14 nouveaux EPR, alors que celui de Flamanville n'en finit pas de se construire (les travaux ont commencé en 2007) et montrent d'ores et déjà de sérieux signes de fatigue faisant craindre le pire. Les 27 réacteurs à l'arrêt en France en 2022 – sur 56 – ont pourtant mis en évidence la fragilité de cette production d'électricité en temps de sécheresse (impossibilité de refroidir). Outre ces nouvelles centrales, c'est aussi l'annonce de nouveaux sous-marins atomiques, d'un nouveau porte-avion à propulsion nucléaire, etc. De quoi maintenir durablement le règne du capitalisme et de l'Etat et perpétuer leur société désastreuse !

La lutte contre le réchauffement climatique a tout à gagner à s'emparer de la question du nucléaire et à s'opposer à cette industrie mortifère. Cela peut commencer par l'opposition déterminée au démarrage de l'EPR de Flamanville, à une cinquième piscine d'entreposage de combustibles usés à l'usine atomique de la Hague et au projet de centre d'enfouissement des déchets nucléaires CIGEO à Bure (dans la Meuse).

Une discussion sur les perspectives de lutte contre le nucléaire aura lieu le vendredi 28 juin à 18h lors des rencontres anarchistes (28-30 juin) de la Commune de Montaigu, route de Saint-Martin, lieu-dit Groucy de Haut, Placy-Montaigu (50). Vous êtes les bienvenu·es !

Des électrons libres

La nucléarisation est une expérience à ciel ouvert dont nous sommes les souris de laboratoire



L'arche installée sur le réacteur 4 de la centrale de Tchernobyl. Image acquise par le satellite Pléiades en décembre 2016.

La nucléarisation met en branle un rapport au monde, où tout être et toute chose est une ressource potentielle, une matière première à façonner, ou une souris de laboratoire d'une expérience in vivo qui a commencé dès les premiers pas de la recherche nucléaire et se prolonge depuis.

La volonté de contrôle des recherches par les nucléaristes sur les effets de l'atome est présente dès l'origine de l'utilisation de l'atome. Les frères Eugene et Howard Odum, par exemple, vont être dépêchés au milieu des années 1950 par l'United States Atomic Energy Commission pour étudier l'irradiation due aux essais atomiques américains des atolls situés dans l'océan Pacifique. Ils considèrent alors ces études – et les explosions à leur origine – comme « une opportunité unique de mener des analyses d'une importance considérable

« C'était il y a longtemps et ça n'a jamais eu lieu. Cauchemar », un liquidateur de la catastrophe de Tchernobyl.

« On vit tranquille aussi dans les cachots », Rousseau

relatives aux effets des radiations provenant des produits de fission sur la population entière et sur l'ensemble des systèmes écologiques sur le terrain ». Il s'agit de tester leur résistance aux effets induits par les rayonnements ionisants. L'écologie des radiations est née et porte sur l'étude froide et cynique de la capacité du vivant à s'adapter à sa propre destruction.

Les retombées de Hiroshima et Nagasaki ont aussi été l'occasion d'une expérimentation grandeur nature des effets de la radioactivité sur

des populations. Il n'y avait aucun intérêt militaire à balancer deux bombes atomiques sur le Japon, qui savait la guerre perdue. Les chefs du projet Manhattan (l'immense programme de production de la bombe atomique) et le président Truman décident d'utiliser la bombe non par stratégie militaire, mais bel et bien pour en tester les effets. Une arme est faite pour servir.

Après avoir réduit en cendres deux grandes villes, chercheurs et médecins débarquent en masse au Japon pour étudier les effets des radiations. Une commission de scientifiques militaires américains mène une recherche de 1945 à 1975, aussi bien pour moderniser les bombes atomiques que pour minimiser les dangers pour la santé. Les premières observations faites par les Japonais avant l'arrivée des militaires états-uniens sont confisquées et mises sous le tapis. Les contaminations aux faibles doses sur le long terme ne sont pas prises en compte, de même que les effets mutagènes héréditaires, tandis que les populations les plus exposées sont écartées de l'étude. Le contrôle de la recherche est dès le départ un enjeu pour les nucléocrates.

Rien n'a changé sur ce point. Les conséquences sanitaires et environnementales de Fukushima sont elles aussi soumises au contrôle et à la volonté de banaliser cette catastrophe. Si l'expérience à ciel ouvert nous réduisant tous et toutes au rang de cobayes continue, deux choses ont tout de même évolué entre les premiers temps du nucléaire et la catastrophe de Fukushima en 2011 :

D'une part, le mensonge s'appuyant sur le secret défense a peu à peu cédé sa place à la transparence et la cogestion, qui ne sont ni plus ni moins que la forme démocratique du mensonge et de la manipulation des masses. Tous les outils du marketing, de la communication, et surtout de la cogestion via des associations et instances (tout à fait contrôlables) donnent l'illusion de participer aux décisions. Il n'en est rien, tout est toujours décidé par quelques nucléocrates, mais la participation permet de mieux faire avaler l'inéluctabilité de la catastrophe et sa préparation ;

D'autre part, les populations sont préparées et mobilisées pour vivre en zone contaminée. Si à Tchernobyl plus de 100000 personnes sont évacuées rapidement, à Fukushima on limite les évacuations au maximum. L'industrie nucléaire promeut désormais « la vie sous contrainte

radiologique ». Le programme *Core* (Coopération pour la réhabilitation) et le projet *Ethos* à Tchernobyl avaient ouvert une nouvelle stratégie : faire vivre des populations en zone contaminée. C'est cette doctrine qui va être déployée à Fukushima, en limitant les évacuations et en cherchant à faire revenir la population sur place le plus rapidement possible.

Pour se faire, le Japon va se doter d'un nouvel outil. Après avoir un temps envisagé de sortir du nucléaire, la réponse de l'État japonais à la catastrophe a été de créer un ministère de la Résilience nationale. Loin d'être anodine, cette institution constitue un symbole de la nouvelle stratégie déployée par les pouvoirs pour faire face aux désastres, au Japon comme ailleurs. Avec celle-ci, il ne s'agit plus de nier l'avènement de la catastrophe (comme cela a pu être le cas avec l'accident de Tchernobyl), mais de faire accepter son inéluctabilité aux populations, sans pour autant remettre en cause les orientations capitalistes et industrielles qui la rendent possible. Trois stratégies sont mobilisées par les pouvoirs publics : en minimiser les conséquences (par exemple en niant les effets des radiations sur les formes de vie, pourtant avérés, et, de manière générale, en produisant de l'ignorance, un peu à la manière dont l'industrie du tabac a tenté de minimiser les conséquences sanitaires de l'usage du tabac) ; normaliser la situation en expérimentant la « *vie sous contrainte radiologique* », c'est-à-dire en maintenant des populations en zone contaminée ; impliquer différents acteurs dans la gestion de la crise, depuis les entreprises jusqu'aux citoyens, afin d'obtenir sinon l'adhésion, au moins un consentement général. Afin de ne pas évacuer les gens, la norme à

partir de laquelle la radioactivité était considérée comme dangereuse pour les populations a été opportunément remontée de 1 mSv à 20 mSv, soit le seuil maximal jusque-là réservé aux travailleurs du nucléaire, après l'explosion du réacteur de Fukushima. Les seuils sanitaires sont adaptés à la situation.

La stratégie de gestion post-catastrophe est aussi développée en France. Un plan national de réponse a été rendu public en 2014 par les autorités, intitulé « *Accident nucléaire ou radiologique majeur* », faisant suite à la catastrophe de Fukushima et confirmant la préparation d'une telle catastrophe en France. Ce plan prévoit notamment l'évacuation des zones les plus contaminées (au-delà de 50 millisievert [mSv]), la mise à l'abri (au-delà de 10 mSv) et la prise de pastilles d'iode. Une évacuation au-dessus du seuil de 50 mSv ! Soit plus du double que celui mis en place à Fukushima, où les cancers et autres maladies s'accumulent. Par ailleurs, la prédistribution des pastilles d'iode, censées

protéger la thyroïde, une glande particulièrement sensible à la radioactivité, est étendue seulement à un rayon de 10 km autour des sites nucléaires. Il s'agit bien de limiter le plus possible l'évacuation de la population et de privilégier la vie en territoire contaminé, conformément au retour d'expérience de Fukushima. Que dit le pouvoir ? La catastrophe aura bel et bien lieu, mais ce ne sera pas si grave ; après tout, on vit tranquille aussi dans la catastrophe. Pendant ce temps-là, nous n'aurons plus qu'à compter nos morts.

Pierre Latte

Une image multispectrale de l'accident de la centrale de Tchernobyl acquise par le satellite SPOT 1 le 7 mai 1986. Copyright CNES / distribution Airbus Defence en Space SAS



Etrange fascination pour les milieux extrêmes

La conception du monde abritée au fin fond de nos sociétés a tout d'une dystopie. Elle est d'ailleurs de plus en plus assumée : il n'est plus question de lendemains qui chantent grâce au développement économique et aux nouvelles inventions, mais au mieux de se maintenir sur la voie de la croissance pour conserver les mêmes modes de vie absurdes et basés sur l'exploitation des sacrifiés et de la planète, ou pis, par nécessité pour se sauver face à la catastrophe. L'avenir ? Des habitants et habitantes d'une planète malade, saturée de dispositifs de surveillance, devenant exclus du milieu dans lequel ils et elles vivent, un peu comme des poissons hors de l'eau.

A la fin des années 1950, une philosophe faisait débiter la Condition de l'homme moderne par le lancement d'un satellite autour de la Terre. Cet événement était alors l'expression de la tentative de fuite de l'homme moderne : s'évader de sa prison terrestre pour aller vers les étoiles et fuir le monde pour se trouver seul avec soi-même. Etrange tentation alors que la planète Terre est, autant qu'on le sache, la seule à nous procurer un habitat dans lequel on peut se mouvoir et respirer sans effort et sans artifice. Cette fuite en avant est l'expression du désir d'échapper à la condition humaine en artificialisant la vie elle-même. Etrange tentation, qui est en réalité un nouveau stade d'aliénation, où l'être humain s'aliène son propre milieu terrestre.

La même philosophe a poursuivi sa réflexion, pressentant que la conquête spatiale et son modèle de vie confinée, coupée de la nature, entièrement artificialisée, était emblématique de la condition de l'homme moderne – et peut-être son stade final. L'horizon de l'humain semble bel et bien être la vie encapsulée dans des villes aseptisées, branchée à haut débit, médiatisée à travers des technologies, entourées par un air vicié et des sols contaminés, ressemblant à la condition du spationaute.

D'ailleurs, l'Unesco et l'ONU proposent en 2017 une transposition à la vie sur Terre des conditions de vie dans l'espace : « dans la station spatiale internationale, le matin, l'eau est consommée avec du thé, l'après-midi elle

devient de l'urine et le lendemain elle sert à se raser... il s'agit de la même eau depuis des années ! », exulte l'onusien Richard Connor, présentant un rapport pour faire face au manque d'eau. Nous n'avons décidément pas les mêmes rêves.

Evidemment, le monde de la recherche académique n'est pas en reste. En 2021, l'Agence nationale de la recherche et de la technologie, créée en 1953 pour renforcer les liens entre chercheurs et entreprises, a publié un rapport sur L'ambition lunaire. Le langage technocratique classique (« *défi stratégique* »), associé, époque oblige, à celui du virage sur les enjeux environnementaux (« *un élan durable, responsable et coordonné* »), pose les jalons de l'aménagement d'un nouveau territoire : la Lune. Il y est notamment question de chapitres sur l'exploitation des ressources, les stratégies industrielles et économiques, ou encore de sécurité et de défense. Le chapitre sur l'habitat et le support de vie enfonce le clou du cycle perpétuel d'une même eau, ingérée un jour, puis rejetée, pour être ensuite traitée et de nouveau utilisée, notamment pour produire de la nourriture avec de l'agriculture hors-sol. Ce qui saute alors aux yeux, c'est l'absence du cycle naturel et l'artificialisation pleine et entière des conditions de vie. La technologie se substitue au processus vivant. D'ailleurs, le rapport promeut l'installation de centrales nucléaires afin de répondre aux besoins en électricité.

De vie, il y est pourtant question dans ce rapport. Quel équilibre entre les différentes formes de vie, végétale, microbienne et humaine, dans ce nouvel écosystème créé de toute pièce ? Comment résoudre les questions relatives aussi bien à la solitude des premiers spationautes qu'à la promiscuité contrainte de la première colonie ? Les sciences sociales sont appelées en renfort, notamment pour évaluer les risques d'émergence de nouveaux « risques psychosociaux » – ce qui est une autre façon de nommer le rôle principal assigné à ces sciences depuis longtemps, à savoir celui de l'acceptabilité sociale de la programmation techno-industrielle du devenir.

Ce rappel du vivant ne pouvait toutefois pas durer bien longtemps et le solutionnisme technologique réapparaît : « *cela passe [...] par une connexion avec la Terre, avec la possibilité de passer des appels aux proches et un accès Internet de bonne qualité, le tout associé à des logiciels interactifs nouvelle génération* ». Sur la Lune, le lien social ne passe plus que par la médiation technologique – quand elle ne s'adresse pas directement à la technologie, étant donné qu'« *il faut envisager dès aujourd'hui la coexistence d'intelligences humaines et artificielles au sein de la base* ». L'être humain est assisté « dans son autonomie » par la technologie, c'est-à-dire dépendant... Donc justement pas autonome.

La vie dont il est question est le reflet de l'inhabitabilité de la Lune : une vie confinée et entièrement rationalisée. Il n'est d'ailleurs pas question de repas, de bouffe ou de gueuleton, tous ces usages qui révèlent l'inscription de l'absorption de la nourriture dans la vie sociale. Il est question de « *personnalisation de la nutrition des astronautes* ». Tout est planifié, calculé, soumis à l'impératif de survie.

Reste la question de savoir pourquoi s'installer sur la Lune ? Derrière les justifications plus ou moins poétiques sur l'exploration et la soif de découverte, il s'agit bel et bien d'une expansion territoriale, similaire à celle menée en son temps par les Etats d'Europe occidentale, en vue de bien se placer dans les rivalités géopolitiques et dans la course à la croissance. La conquête est toujours une quête de puissance, à laquelle s'associe la recherche d'enrichissement. Ce n'est pas pour rien que l'une des premières missions à l'arrivée sur la Lune sera de cartographier le sous-sol, à la recherche de métaux précieux et exploitables. En outre, les attentes en termes d'innovations de la part des nouveaux entrepreneurs spatiaux, c'est-à-dire de retours sur investissements, sont élevées. Elles le sont d'autant plus que les bases lunaires pourraient être des espaces d'expérimentations technoscientifiques « *inégalables* », dotés « *d'un cadre juridique adapté à l'innovation* ». Les expérimentateurs de tout poil se frottent déjà les mains.

L'art de s'accommoder avec la contamination peut aller très loin. Cette étrange fascination de la survie dans des situations extrêmes relève

d'une fuite en avant où l'être humain se coupe de son habitat pour un milieu étanche, une cage artificielle déshumanisante. Chacun et chacune se trouve ainsi déplacé dans un monde inapproprié dans lequel survivre malgré tout serait l'expression de sa robustesse.

Préserver les conditions d'une vie désirable n'est plus une option envisagée. En même temps, cette fuite en avant nécessite une atrophie gigantesque de la liberté, pour entériner un monde où l'on ne peut jamais être vraiment présent, sans cesse préoccupé par les impératifs de la survie et la participation aux mécanismes de la normalité. Il est alors impossible d'être en conscience à ce que l'on fait, mais uniquement condamné à s'agiter en réponse à des stimuli extérieurs. On comprend aisément pourquoi celles et ceux qui ont soif de docilité foncent à toute allure vers la Lune...

Pierre Nobyl

La militarisation du nucléaire civil !

depuis <https://oclibertaire.lautre.net/>

Les deux derniers réacteurs nucléaires de 1450 mégawatts mis en service en 1997 et 1999, voici plus de 25 ans, à Civaux dans le département de la Vienne, vont devenir le chaînon manquant à la force nucléaire de dissuasion française en produisant du tritium.

La bombe H (aussi appelée bombe à fusion ou bombe thermonucléaire) est une bombe dont l'énergie principale provient de la fusion de noyaux légers. Plus puissante et plus complexe qu'une bombe à fission nucléaire, dite « bombe A », une bombe H est divisée en deux étages : Le fonctionnement du premier étage est celui d'une bombe atomique à fission « classique » au plutonium.

Le deuxième étage est constitué des combustibles de fusion, les isotopes de l'hydrogène que sont le deutérium et le tritium. Si le deutérium existe dans la nature (sous forme d'eau lourde extraite de l'eau de mer), le tritium est extrêmement rare, et est un résidu de la production d'électricité d'origine nucléaire rejeté dans les airs. Radioactif, la moitié du stock de tritium disparaît en une douzaine d'années, ce qui implique périodiquement son remplacement dans les bombes H.

Le tritium était produit dans deux réacteurs nucléaires militaires du Commissariat à l'Énergie Atomique (Célestin 1 et 2) arrêtés en 2009. A terme, les bombes françaises deviendraient inutilisables... Pourvu que les Russes n'en profitent pas... À moins que le CEA ne reconstruise de nouvelles structures de production... ce qui coûterait la « peau du cul » et serait très certainement hors délai ! À noter que la production du tritium par le CEA s'est arrêtée depuis au moins 15 ans. En conséquence, l'armée française a des bombes H qui ont perdu au moins 60 % du gaz tritium qu'elles contenaient !

Mais il existe une autre méthode pour obtenir du tritium : utiliser du lithium en le bombardant avec des neutrons. De tels neutrons sont abondamment produits dans les réacteurs nucléaires, quant au lithium, les projets se mettent place (géothermal en Alsace, mines en Allier) pour faire de notre pays un producteur. Autrement dit, la France pourrait être capable dans un avenir proche de produire in situ le tritium qui va faire défaut à notre arsenal nucléaire.

Le ministre des Armées s'est rendu le 18 mars sur le site du centre nucléaire de production d'électricité de Civaux. D'après le communiqué de presse du ministère : « le ministre a expliqué la collaboration qui se met en place entre EDF et la Défense consistant à installer

un service d'irradiation de matériaux sur le site. Il s'agit d'exploiter la puissance des 2 réacteurs de Civaux pour, en marge d'une production d'électricité inchangée, irradier dans le cœur des réacteurs des matériaux particuliers contenant du lithium. Une fois irradiés, ces derniers seront transférés vers un site du CEA afin de produire du tritium, un gaz rare indispensable aux armes de dissuasion. » Dans ce communiqué, on apprend plus loin que « cette collaboration était à l'étude depuis les années 1990 et fait partie d'une planification de longue date, habituelle des outils industriels de la Défense. » À noter qu'aux États-Unis, l'opérateur Tennessee Valley Authority met un de ses réacteurs à disposition du Pentagone pour la force de frappe depuis une vingtaine d'années.

Le nouveau processus industriel ne sera pas lancé avant 2025, le temps d'obtenir les autorisations. Notamment celle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), qui sera appuyée par l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN). Ils doivent étudier le dossier à partir de septembre afin qu'un premier test puisse être réalisé lors de l'arrêt de production de l'un des réacteurs en 2025. D'après Jean Marie Brom, physicien, directeur de recherches au CNRS, « il est faux de dire que cette militarisation n'aura aucun effet sur la production de Civaux, puisqu'il faudra installer du lithium dans le réacteur, et extraire périodiquement le tritium, avant de l'envoyer au CEA. L'impact sera plus important encore pour les employés et sous-traitants de la centrale de Civaux, à qui on ne demandera pas s'ils sont pour ou contre participer à la confection d'engins de mort au lieu de produire de l'énergie – même nucléaire – pour leurs concitoyens, et qui risquent bien de passer sous un régime de "confidentiel défense"... »

On comprend mieux ainsi le démantèlement de l'IRSN qui fusionnera avec l'ASN sous la coupe du CEA qui sera effective le 1er janvier 2025, dont la mission est avant tout militaire. Cette nouvelle structure portera le nom d'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection (ASNR). On comprend aussi mieux la nationalisation à 100 % d'EDF effective depuis le 8 juin 2023. J'ai eu une pensée de révolte en repensant aux discours du Parti Communiste Français et de la CGT dans les années 70-80 disant qu'il ne fallait pas confondre le nucléaire civil fournissant de l'électricité et le nucléaire militaire qu'il fallait combattre « pour la Paix » lorsque celui-ci était aux mains des américains ! Denis – OCL-Reims le 30 mars 2024

Sources : Le Monde, Médiapart

De la propagande en société nucléaire...

Habitant « la presque île au nucléaire », j'ai expérimenté l'étendue du nucléaire. Coincé entre l'usine de retraitement et le site d'enfouissement de déchets de La Hague, la centrale de Flamanville, la fosse des Casquets qui a servi de déchetterie en pleine mer aux fûts contaminés, et l'arsenal de Cherbourg où sont conçus les sous-marins atomiques, l'atome est partout. Il ne sera pas question ici des risques, ou de la vie en zone perpétuellement menacée, mais plutôt de l'emprise de la société nucléaire. Et cette emprise commence jeune, de manière classique, par la propagande.

La visite de l'usine de retraitement de La Hague par les écoliers est une institution dans le Cotentin. Après de beaux discours sur l'implication sociale et économique d'Orano (ex-Areva, ex-Cogema, ex-CEA), la visite technique peut commencer. Le passage par les piscines où sont entreposés les crayons d'uranium, afin d'être refroidis, est sans doute le moment clé. Ces piscines, avec les bouées de sécurité tout autour, provoquent souvent cette question des enfants, public qui n'a probablement pas encore bien intégré le devoir de silence en pays nucléarisé : pourquoi des bouées ? Le problème d'une chute dans ces piscines, d'un doux bleu clair, n'est certainement pas de se noyer ou de remonter sur le bord... L'hôte ne se fait jamais prendre, et explique, avec l'aplomb propre aux experts en communication, que la personne malencontreusement tombée serait repêchée, tranquillement. Comme un maître-nageur avec ses protégés. Une petite visite à l'infirmerie ensuite, et tout rentrerait en ordre. La contamination est une chose qui ne se dit pas. D'ailleurs, le décor aseptisé, le gigantisme moderne des installations, et la dureté palpable des conteneurs de transport de combustible, tout est fait pour donner la sensation de la fiabilité. Un bon coup de vernis pour les touristes !

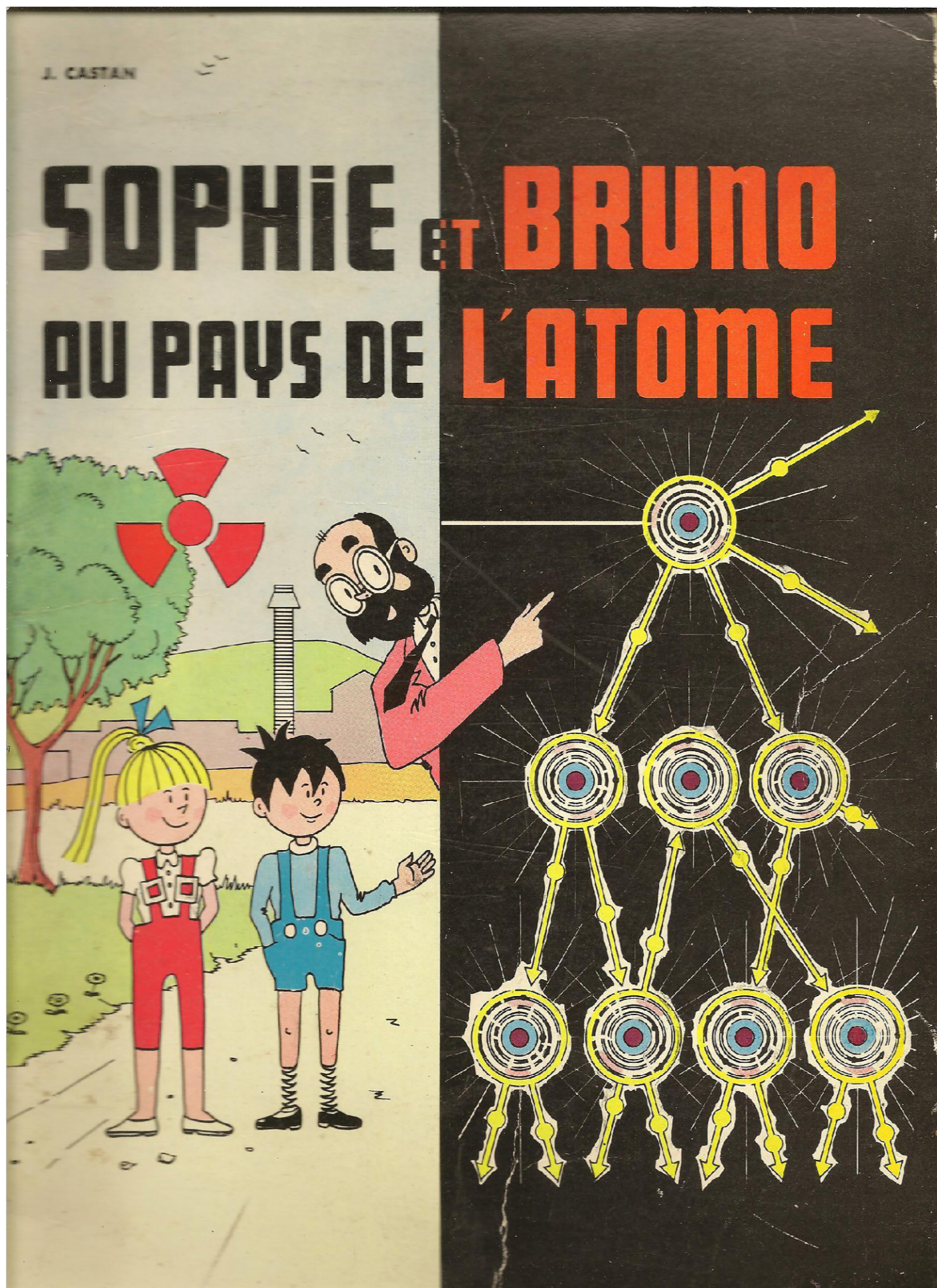
La visite ne se fait pas sans un discours scientifique, à base de power-point, qui explique en quoi le nucléaire nous a sorti de l'obscurantisme. Le progrès, qui partout dévore la vie au lieu de la simplifier, est le fil conducteur de la visite. Des conférenciers sûrs d'eux et rassurants assomment les visiteurs de chiffres et de données. Opération de séduction, qui passe par le passage d'un morceau d'uranium entre les mains des visiteurs. Faire tomber les mythes, offrir de dévoiler un peu du

mystère... Pour en remettre un coup, on passe un film de propagande, ambiance western, teinté d'humour, qui compare la recherche de l'uranium à la recherche de l'or pendant la conquête de l'ouest. Nuclear way of life. Rien sur l'exploitation et la dévastation au Niger et ailleurs, évidemment.

Un projet sur l'eau et l'énergie en CMI ou CM2, et le nucléaire vous rattrape une nouvelle fois. En région la plus nucléarisée du monde, tout est prétexte à l'atome. En même temps que de travailler sur les marais du Cotentin, les stations d'épuration, la vieille gare maritime, la visite de la centrale nucléaire de Flamanville s'impose. Bis repetita. L'usine de La Hague, comme la centrale de Flamanville, sont devenues des attractions touristiques. Les offices de tourisme en font la promotion, les clubs du troisième âge locaux, de même que les administrations et diverses associations, y organisent des sorties en groupe. Geste ultime de sujétion.

Partout, l'atome s'insinue. Dans les associations et les infrastructures ; dans les paysages détruits et les subventions. C'est ainsi qu'un petit village, transformé en petite ville, possède des gymnases, des stades, sa piscine olympique, etc. La soumission s'achète à coûts de compensations. La propagande ne suffit pas. Et tout tourne autour de la manne économique de cette poule aux œufs d'or. Que dire des paysages abîmés, du boulot qui use, des cancers qui se déclarent, des risques d'accidents, de la présence pesante des gendarmes armés, de la dépossession des vies, face à l'emploi et au pognon ? Et ces clubs et associations deviennent les symboles de la réussite nucléaire, pendant que les élus trop contents de la richesse (à crédit) de leurs communes – qui sert essentiellement à construire des infrastructures pour le nucléaire et ses employés – vantent cette aubaine. Ça n'a même pas la beauté d'une tragédie grecque, ni de l'ironie d'un bon livre. C'est juste pitoyable et grossier.

Parce que finalement, la propagande, elle s'exerce surtout dans la vie quotidienne. Ce sont les employés et leurs familles qui, par leur existence, propagent la normalisation nucléaire. L'atome s'insinue partout... Même chez les amis et leurs familles. Les spots publicitaires coûteux, les visites de site, les chercheurs de tout poil financés, tout cela n'aboutit finalement pas à grand-chose en termes d'acceptation. La propagande, elle est



Couverture d'une BD de propagande.

plutôt dans le témoignage quotidien de l'état de fait. C'est là, un point c'est tout. En plus, ça rapporte (de moins en moins). Allez, ça permet de survivre ! Le poison comme remède... Ce n'est même plus de la propagande, même grossière, à la mode militaire. C'est juste la mise en avant de la servitude et du silence. Faire avec sans y penser. Bien sûr, il y a parfois les exercices de simulation d'accidents, avec leur troupe de gendarmes ; il y a toute la domestication tapageuse des populations et la répression bruyante des contestataires ; il y a aussi la ridicule propagande dont on verra des extraits suite à ce texte. Mais rien ne vaut le silence, en terre nucléaire. C'est pourquoi la meilleure des propagandes est celle qui sait rester discrète, et rappelle insidieusement que tout exercice de notre liberté s'est réduit drastiquement, enseveli sous une couche de déchets radioactifs.

Le nucléaire n'est pas une énergie. C'est un monde, avec ses codes, son idéologie, ses symboles et sa hiérarchie. Surtout, avec son silence. Le Cotentin, comme toute région colonisée par le capitalisme et l'industrialisme, est une société traversée par des tensions irréductibles, notamment entre classes sociales dans une région rurale assortie d'un pôle industriel à forte présence ouvrière : Cherbourg, bastion du PS et de la CGT, deux acteurs majeurs de la nucléarisation du monde et de l'idéologie étatiste. D'autres tensions sont aussi à l'œuvre, portées par le nucléaire ; elles sont violentes. Bien moins classiques, elles brouillent les cartes. Il n'y a pas de neutralité ou de demi-mesure au sujet de l'atome : quelque soit le bout par lequel on le prend, on est pour ou contre. Et on a plutôt intérêt à être pour. En fait, on a plutôt intérêt à ne pas en parler du tout. Il y a des choses qui se taisent... Le nucléaire s'est presque fait religion, avec ses prêtres-experts (en blouse blanche), sa parole officielle et ses rites de passage (la visite à l'usine par exemple). Et toute parole hérétique est irrémédiablement dénoncée publiquement. Celui qui parle est tout de suite catégorisé comme antinucléaire. Le problème n'est pas tant qu'il s'oppose ou conteste, c'est qu'il est l'oiseau de mauvaise augure : il rappelle ce qui est et rompt le silence. Il y a bien sûr les « hérétiques » officielles qui ont le droit de parler, parce qu'ils participent à cette culture technicienne de la soumission. L'industrie nucléaire a transformé la cogestion en art. Mais en dehors de cet espace contigu, ils ne sont pas les seuls à avoir la langue qui démange. Derrière les grands discours de

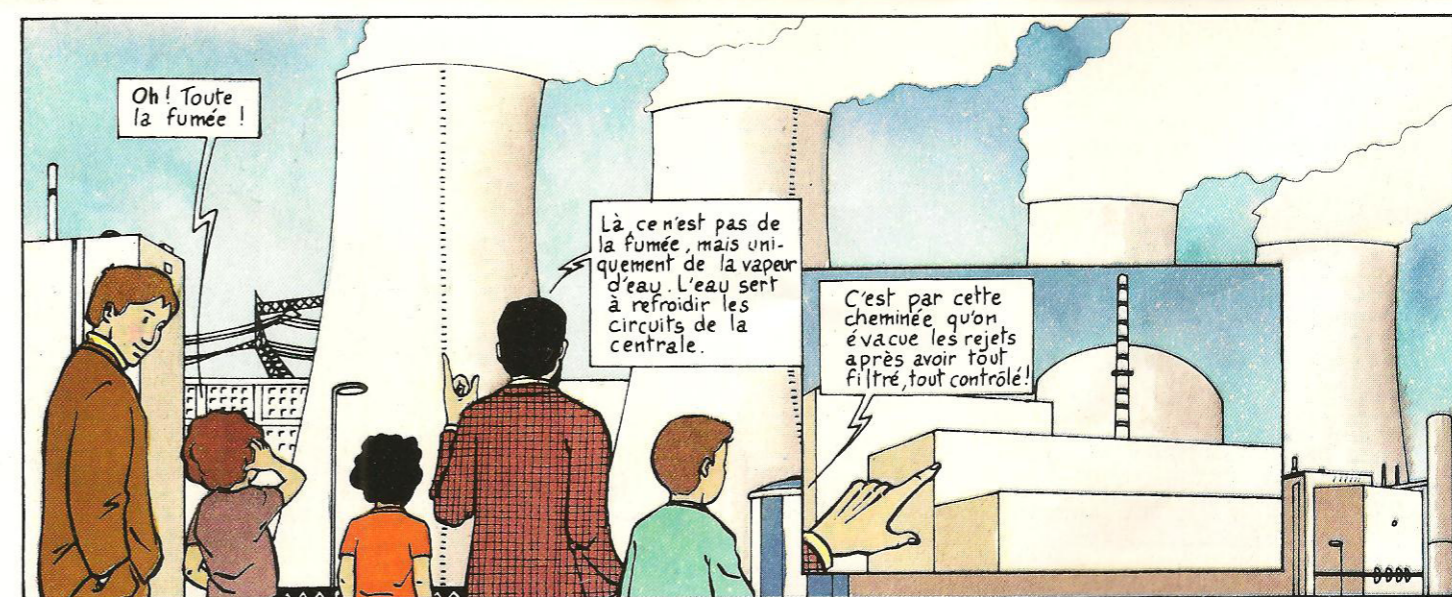
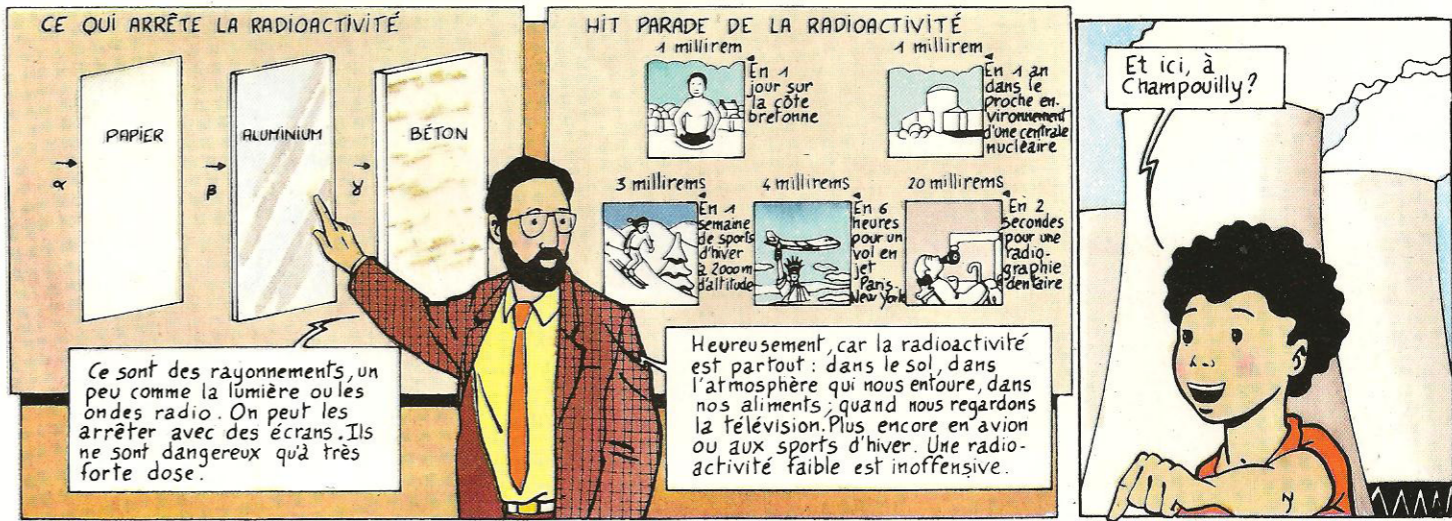
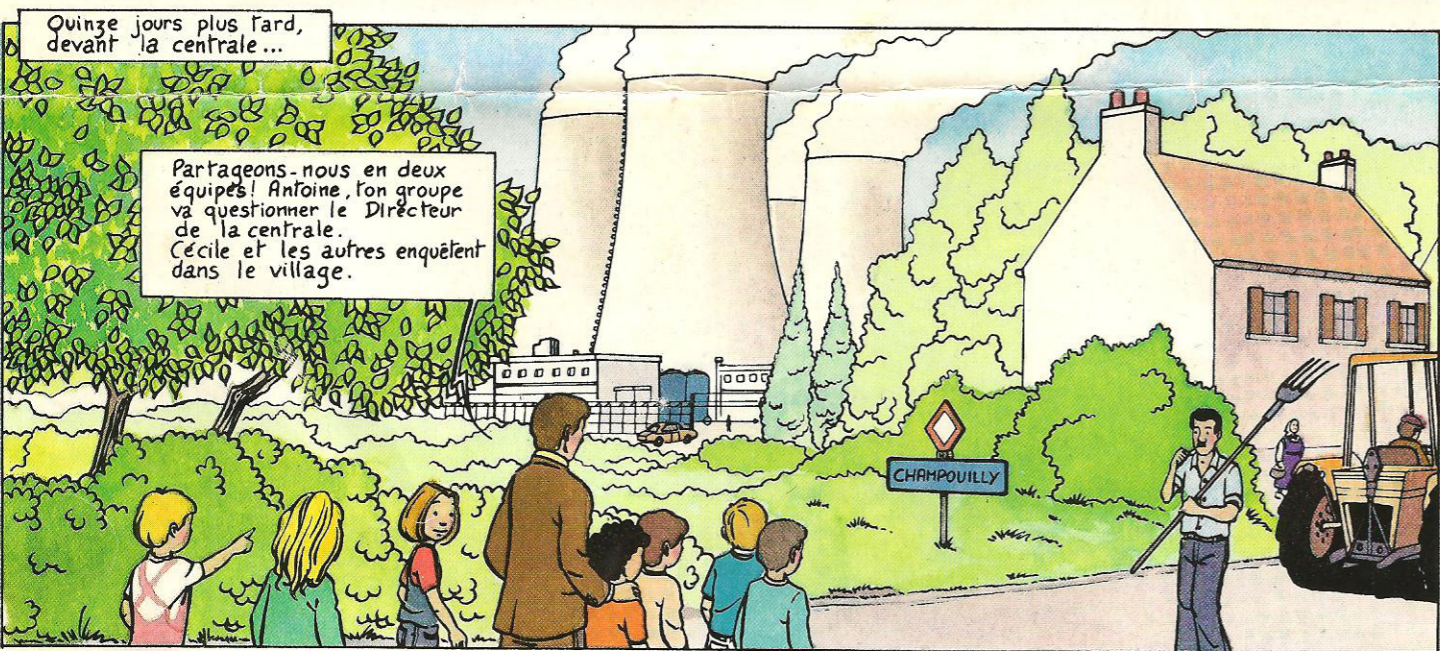
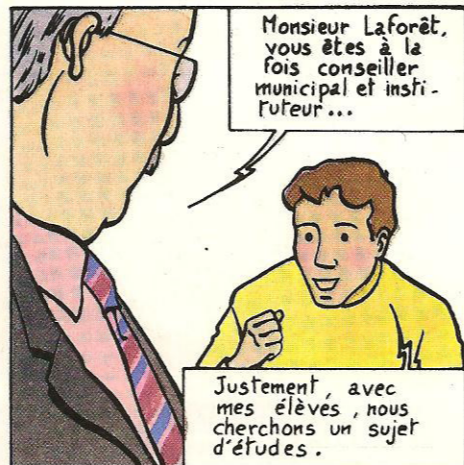
façade et les remontrances violentes face à celles et ceux qui oseraient mettre en doute le bienfondé de la poule aux œufs d'or, il y a les rumeurs, les non-dits, l'inquiétude enfouie, les conspirateurs aussi. C'est tout cela aussi, la vie sous contrainte nucléaire. La propagande n'a pas réussi à la domestiquer totalement, et la soif de liberté n'a pas été complètement sacrifiée sur l'autel de l'expertise. Le nucléaire n'est pas une énergie. C'est une expérience au long cours, en situation réelle. Un monde réduit à une expérience, où la vie est en trop, et la liberté humaine réduite comme peau de chagrin. Et pourtant, rien n'est jamais définitivement joué. Il se trouve toujours quelques élans, même dans les mauvaises conditions, pour imaginer autre chose et agir. Il se pourrait que le ruisseau de la révolte se transforme en torrent, balayant le vieux monde pour un futur plus attrayant...

Jean Doctrinement

Dans les pages suivantes, une de ces bandes-dessinées destinés au jeune public, qui témoigne de cette propagande souvent grossière.

AU PAYS DU NUCLEAIRE

TEXTES DE JOËL BODIN - DESSINS DE ÉRIC ALBERT ET BRUNO LE SOURD



Le coin des lecteurs et lectrices :

Quand Rosatom et Framatome sont sur le même bateau...

Cette brochure parue début 2024 revient sur les liens étroits entre deux puissances nucléaires mondiales : la Russie et la France, et ce en pleine guerre en Ukraine. Il s'agit d'un recueil de textes initialement publié dans la revue antinucléaire allemande *Ausgestrahlt*, dans le numéro hiver 2023-2024 (n° 59). Y a été ajouté l'appel à manifestation à Lingen (trouvé sur atomstadt-lingen.de et traduit en français sur bureburebure.info) du 20 janvier 2024, qui informe très bien sur la situation nucléaire actuelle allemande, et sur la lutte à continuer d'y mener. Le recueil a été traduit par l'équipe de traduction de Bure.

Les textes exposent notamment les accords économiques signés entre Framatome et Rosatom, les deux constructeurs de centrales nucléaires français et russe. Ces accords permettent notamment au commerce d'uranium en provenance et à destination de la Russie d'être exclu des sanctions prises dans le cadre de la guerre en Ukraine. Ainsi, des cargos d'uranium en provenance de Russie arrivent actuellement régulièrement dans les ports de Rotterdam (Pays-Bas) et de Dunkerque (France), avec parfois de l'uranium en provenance de la Russie destiné à l'usine de fabrication d'éléments combustibles de Lingen.

Ces accords économiques nucléaires avec la Russie ne concernent donc pas que la France puisque l'Allemagne est concernée avec l'usine de retraitement à Lingen, en Basse-Saxe. En décembre 2022, Framatome a pour projet de fabriquer à Lingen des éléments combustibles pour les centrales nucléaires d'Europe de l'Est. Cela signifie que des experts russes de Rosatom travaillent dans des installations nucléaires très sensibles en Allemagne. L'usine de fabrication d'éléments combustibles à Lingen deviendrait finalement une antenne pour les ambitions internationales de Vladimir Poutine en matière de politique nucléaire. Nous sommes bien loin de l'idée selon laquelle l'Allemagne en aurait terminé avec l'industrie du nucléaire, la production de déchets nucléaires et les transports de matières radioactives...

Sommaire :

– p.4 : Rosatom, le géant du nucléaire
L'entreprise d'État russe Rosatom est le plus grand

acteur dans le commerce mondial de l'atome. Missionné par le Kremlin, il développe l'énergie nucléaire dans le monde entier – et participe à l'offensive contre l'Ukraine.

– p.8 : Liens intimes entre Rosatom et Framatome
Comment l'entreprise d'État française Framatome coopère avec son équivalent russe, bloque les sanctions contre Rosatom et déploie la technique nucléaire dans le monde entier.

– p.11 : Dans la zone de sécurité
L'entrée de Rosatom dans la fabrication des combustibles à Lingen affecte-t-elle les intérêts de sécurité allemands ? Certaines données du ministère fédéral de l'économie semblent le démontrer. Et des experts de la sécurité des réacteurs mettent en garde : un tel partenaire dans ce type d'entreprise n'est pas une bonne idée.

– p.15 : Manifestation anti-nucléaire à Lingen (Allemagne)

Brochure notamment disponible sur les sites bureburebure.info ou encore trognon.info

Hydrogène, le cheval de Troie de la transition énergétique

Cette brochure est issue d'un texte originellement publié dans la revue *Takakia, rugissements contre la société techno-industrielle*, #1 (hiver-printemps 2023-2024).

L'hydrogène est de plus en plus présenté comme l'une des énergies du futur. Elle est en effet emblématique de ce qu'est la transition énergétique : la perpétuation d'un même système capitaliste et industriel et en même temps l'occasion de l'ouverture de nouveaux marchés. On retrouve d'ailleurs les principaux industriels aux manettes (Engie, Total, Air Liquide, etc., et

bien sûr l'État). Il ne s'agit, comme toujours, que d'un ajout supplémentaire aux autres énergies. Le pétrole s'est ainsi ajouté au charbon, le nucléaire au pétrole, l'éolien et le solaire au nucléaire, pour répondre aux besoins croissants de l'industrie. L'hydrogène s'additionnera à ces énergies. D'ailleurs, l'hydrogène a besoin du nucléaire pour être produit par électrolyse (elle peut aussi l'être par vaporeformage) à partir de carburants fossiles, rejetant alors beaucoup

de CO2. De toute façon, les fuites d'hydrogène dans l'air renforcent le réchauffement climatique ! Voilà qui rappelle qu'il n'y aura pas de sortie industrielle et technologique du désastre, désastre produit par la société techno-industrielle.

Brochure notamment disponible sur les sites sansnom.noblogs ou encore trognon.info

Pylône ! Pylône ! Feu ! Feu !

Brochure qui est une tentative de recension des sabotages de pylônes de fin 2022 à nos jours à partir de communiqués et publications de ces dernières années. Parce que contre l'industrie nucléaire, les réseaux électriques ou l'alimentation électrique des plus nuisibles du capitalisme... les pylônes sont des cibles. Il s'agit donc de mettre ici en évidence combien l'ordre des réseaux électriques est vulnérable et d'une certaine manière, montrer la capacité à s'attaquer au capitalisme par ce biais.

Sommaire

Fin 2022, deux informations venues du sud-est de la France montrent la pertinence sinon l'efficacité de ces actions

Des pylônes ont chaud aux fesses quand ils n'en sont pas à en perdre leur boulons...

Qu'RTE prenne Garde : ça va scier ! Et que le pylône chût !

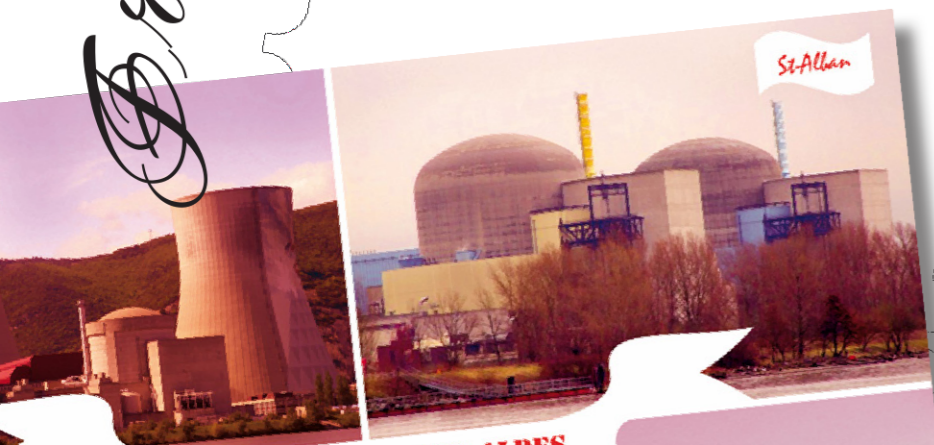
Usine Tesla sans Élec : Le groupe Volcan éteint Tesla ! Attaque contre l'alimentation électrique près de Steinfurt/Berlin

Brochure disponible sur le site bureburebure.info



Fragment de révolte contre l'ordre atomique

2 février 2024, Toronto (Canada) : 7000 personnes sont privées d'électricité après qu'un raton-laveur soit entré en contact avec l'équipement d'une station électrique. Ce qui ressemble fort à un attentat suicide interrompt le service d'une ligne clé du métro, pendant que les pompiers signalent des personnes bloquées dans leurs ascenseurs. Il faut plus de 3 heures pour rétablir la normalité dans la ville.



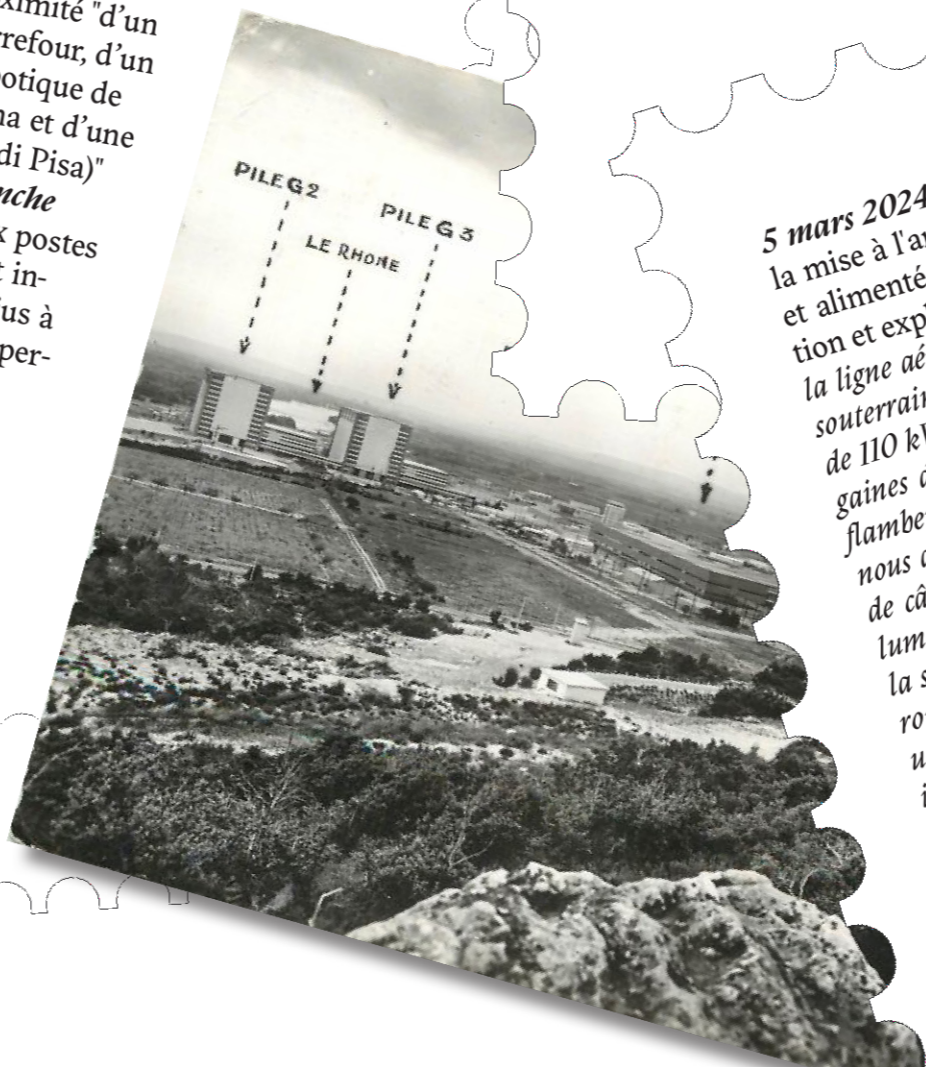
SOUVENIR DE RHÔNE-ALPES
La région la plus nucléarisée d'Europe



24 février 2024, Berne (Suisse) : des bornes de recharge pour voitures électriques sont incendiées ou remplies de mousse expansive en certains endroits de la ville. Des anarchistes revendiquent l'action dans un texte intitulé : "La neutralité carbone à quel prix ? Ou pourquoi nous attaquons les bornes de recharge électriques Ubricity (Shell)."

VILLAGE DE GOLFECH

La nuit du 2 mars à Hadol (Vosges), une armoire internet est carbonisée, coupant le réseau aux 200 habitant·es du village. Un sabotage du même type a lieu à Conflans-Saint-Honorine au mois d'avril, le quatrième incendie du genre en à peine un an dans cette commune des Yvelines. **En juin, c'est à Pise en Italie** qu'une armoire est crâmée, car à proximité "d'un hypermarché Carrefour, d'un laboratoire de robotique de l'Institut Sant'Anna et d'une banque (la Banco di Pisa)" tandis qu'à **la Tronche (Isère)** ce sont deux postes électriques qui sont incendiés, coupant le jus à quelques milliers de personnes.



Le 17 avril à Lleida (Catalogne) 60 000 personnes sont privées d'internet et parfois de réseau téléphonique après que des câbles de fibre optique aient été incendiés. Un incendie similaire se serait produit le même jour à une quinzaine de km du premier brasier. **En mai près de Privas (Ardèche),** les câbles ne sont pas incendiés mais sectionnés... ça marche aussi puisque de nombreuses communes connaissent une panne internet et téléphonie. Et c'est à Novarey en Isère que des câbles 20 000 brûlés pour impacter la société Lynred qui fournit des composants électroniques à des industries de guerre. Près inscrit. **Dans** fin juin, volts sont fournis des perturbations échelle (pas moins de 195 antennes-relais sont mises à l'arrêt par ce sabotage souterrain de la fibre).

5 mars 2024, Berlin (Allemagne) : l'incendie d'un pylône THT provoque la mise à l'arrêt d'une méga-usine Tesla située à une dizaine de kilomètres et alimentée par cette ligne électrique. Le "groupe Volcan" revendique l'action et explique dans un texte le déroulé du sabotage : "Nous voulions frapper la ligne aérienne d'un pylône à haute tension à son raccordement avec les câbles souterrains, au niveau des gaines de câbles étanches, et court-circuiter les six câbles de 110 kV qui s'y trouvent. Pour ce faire, nous avons ouvert le regard menant aux gaines de câbles, dont la moitié était submergée. Nous avons tout de même fait flamber les câbles à haute tension qui dépassaient et, en combinaison avec l'eau, nous avons peut-être provoqué un court-circuit. Les dommages causés aux gaines de câbles sont souvent longs et coûteux à réparer. Parallèlement, nous avons allumé un grand feu en hauteur avec de nombreux pneus de voiture, afin d'affaiblir la structure en acier et de provoquer une instabilité du pylône. Ce n'est qu'à environ 1300-1500 degrés qu'un mât en acier fond. Comme nous avons travaillé avec une chaleur d'environ 900 degrés, il s'agissait de modifier les propriétés mécaniques du pylône. En tant que structure en acier soumise à une charge, un incendie rapide et important à partir de 500 degrés peut entraîner une perte de résistance et altérer la rigidité, la résistance à la traction et l'élasticité du métal". L'usine ne redémarrera que le 13 mars (soit 8 jours après l'attaque) pour un préjudice économique proche des 500 millions d'euros.

CENTRALE NUCLÉAIRE BRAUD SI

#2 octobre 2024